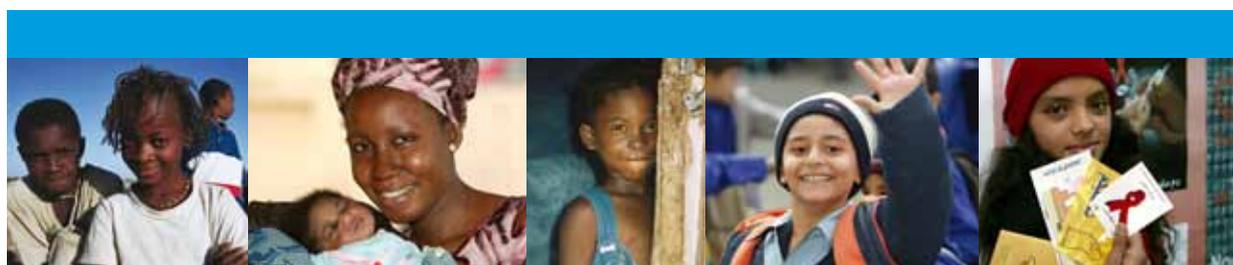


# ACCÈS UNIVERSEL À LA PRÉVENTION, AU TRAITEMENT, AUX SOINS ET AU SOUTIEN LIÉS AU VIH :

COMPTE RENDU DES PROGRÈS DANS LES  
PAYS ET LES RÉGIONS À LA RÉUNION DE HAUT  
NIVEAU SUR LE SIDA ET AU-DELÀ

FEUILLE DE ROUTE 2011



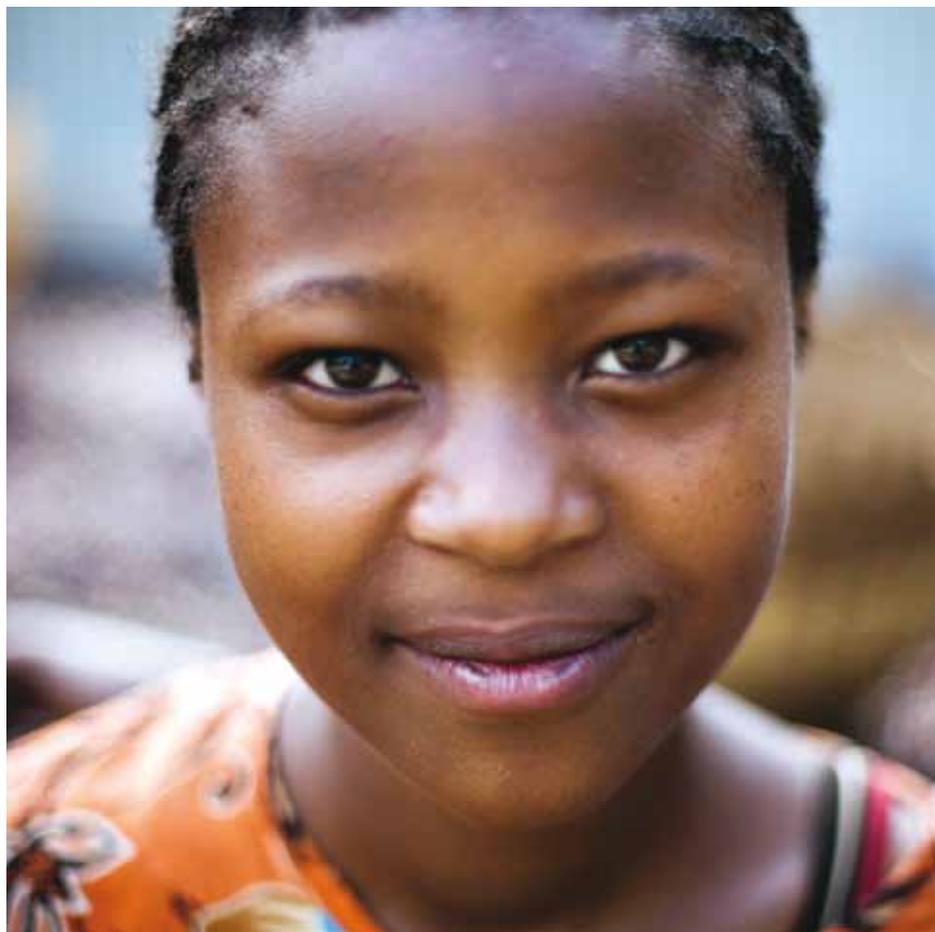


Accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien liés au VIH :

compte rendu des progrès dans les pays et les régions à la Réunion de haut niveau sur le sida et au-delà

Feuille de route 2011

## VUE D'ENSEMBLE





## VUE D'ENSEMBLE

Depuis le début de l'épidémie de VIH, des hommes et des femmes luttent dans des conditions difficiles, en prenant des risques importants, pour créer un monde plus équitable où l'on tiendrait compte de leur bien-être. Ils ont mené la riposte au VIH à la lumière de leurs objectifs et de leur vision, et la lutte s'est peu à peu transformée en un engagement national sans précédent. Reconnaisant la nécessité de relever des défis complexes liés au VIH dans les domaines social, de la santé et du développement, les pays ont adopté une riposte multisectorielle au VIH qui fait appel à un éventail d'acteurs tels que les ministères, la société civile, y compris les personnes vivant avec ou affectées par le VIH, les partenaires de développement internationaux et les institutions des Nations Unies, les communautés religieuses, ainsi que le secteur privé.

Au fil du temps, les gouvernements ont pris un certain nombre d'engagements de haut niveau et se sont fixé eux-mêmes des objectifs ambitieux, à la lumière desquels ils mesurent les progrès accomplis dont ils rendent ensuite compte. Surveillant le respect des engagements pris, les parties prenantes identifient en permanence les lacunes et les obstacles qui doivent être supprimés pour permettre l'intensification de la riposte et conduire à améliorer la vie des personnes vivant avec et affectées par le VIH.

L'accès universel à la prévention au traitement, aux soins et au soutien liés au VIH est l'aboutissement de ces engagements, et se situe à mi-chemin de l'échéance de la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement « *Avoir enrayer la propagation du VIH/sida et avoir commencé à renverser la tendance actuelle* ». L'accès universel, qui appelle à mettre en place des services VIH plus équitables, plus abordables et plus complets, et servant aussi d'instrument pour la justice sociale, a motivé les populations et les communautés du monde entier à faire plus pour lutter contre le sida.

L'objectif de cette feuille de route est de présenter une cartographie de l'action menée dans les pays, les régions et dans le monde pour faire le bilan des progrès accomplis vers la réalisation de l'accès universel, ainsi que des mesures à prendre pour renouveler l'engagement de tous les acteurs à la réalisation de cet objectif fondamental. Cela intervient dans une période cruciale pour nous tous, car le paysage mondial s'est transformé, des avancées technologiques sont à notre portée et la relation existant entre santé et droits humains est plus que jamais un défi à relever pour les gouvernements et les parties prenantes.

Les responsables de la riposte au sida font face aux plus grands défis à relever de tous les temps ; dans de nombreuses régions, les victoires remportées ces dernières années ont conduit au relâchement, alors que nos efforts commencent tout juste à porter leurs fruits. Le contexte du développement et la crise économique mondiale ont évolué, entraînant la stagnation voire la baisse du financement de la lutte contre le sida, tandis que les priorités mondiales multiples se font déjà concurrence les unes les autres, par exemple, dans le domaine des changements climatiques et des autres Objectifs du Millénaire pour le développement. Dans les régions où l'épidémie s'était stabilisée ou avait reculé, les taux d'infection sont repartis à la hausse, et l'homophobie, les lois punitives et la violence sexiste sapent toujours plus les efforts déployés pour élargir l'accès des populations clés aux services VIH.

L'année 2011 marque le 30<sup>e</sup> anniversaire de la découverte du sida, et le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le VIH/sida, ainsi que le 5<sup>e</sup> anniversaire de la Réunion de haut niveau de 2006, où a été pris l'engagement à l'accès universel. Si ces événements ont tous marqué des étapes importantes dans la lutte contre la maladie, des vies continuent de s'éteindre. Dans le contexte actuel de rigueur économique et des défis multiples à relever pour le développement mondial, la Réunion de haut niveau 2011 sera une occasion unique de faire fond sur les progrès accomplis pour répondre à la crise sanitaire mondiale, et d'inciter les Etats membres à modifier leur agenda pour éliminer les obstacles continuant d'entraver la mise en place de services VIH efficaces et pour établir des ripostes efficaces, équitables et durables.

## RENDRE COMPTE DES PROGRÈS ACCOMPLIS EN MATIÈRE D'ACCÈS UNIVERSEL

En 2006, les gouvernements ont pris l'engagement historique aux Nations Unies d'intensifier considérablement la riposte au sida. Dans la Déclaration politique sur le VIH/sida (2006), les pays se sont engagés à fournir d'ici à 2010 l'accès universel aux services de prévention, de traitement, de soins et de soutien liés au VIH à tous ceux qui en ont besoin. Cet engagement donnait suite à la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida (2001), où les gouvernements avaient pris une série d'engagements assortis de délais pour accélérer la lutte contre le VIH. Ces deux Déclarations ont impulsé l'élan vers la réalisation de l'accès universel et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en particulier l'OMD 6, visant à enrayer la propagation du VIH et à renverser la tendance d'ici à 2015.

### *De quelle façon les pays mesurent-ils les progrès accomplis ?*

La Déclaration d'engagement a fixé un mécanisme clair, systématique et participatif d'établissement de rapports qui permet aux pays de surveiller les progrès accomplis dans la riposte nationale au sida. Ces informations, collectées tous les deux ans, sont exploitées avec d'autres sources de données nationales pour faire le bilan des progrès accomplis, identifier les obstacles éventuels et les prochaines étapes à prendre pour poursuivre l'intensification de la riposte au sida. Les données dégagées des rapports et du dialogue en cours serviront à renforcer les stratégies nationales et les partenariats mondiaux dans ce domaine.

Aux fins de la présente feuille de route, nous mettrons en lumière le processus visant à analyser les informations et évaluer les progrès accomplis, ainsi que les obstacles à l'exécution efficace des programmes à trois niveaux :

- dans les pays
- dans les régions
- au niveau mondial

## RENDRE COMPTE DE LA SITUATION EN MATIÈRE D'ACCÈS UNIVERSEL DANS LES PAYS

Tout au long de l'année 2010 et au début de l'année 2011, l'ONUSIDA a aidé les pays à examiner les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de l'accès universel. Des examens ont été planifiés dans 117 pays et pratiquement tous ces examens ont été réalisés. C'est sur la base des informations dégagées de ces examens que sont formulées les recommandations visant à intensifier la riposte. On peut obtenir ces informations en prenant contact avec le Bureau de l'ONUSIDA dans le pays. Ces examens sont une occasion pour les parties prenantes et les groupes cibles de :

- Analyser les résultats obtenus en matière d'accès universel à ce jour.
- Analyser les approches actuellement adoptées pour la prévention, le traitement, les soins et le soutien liés au VIH, et identifier les mesures à prendre pour atteindre les cibles fixées.
- Analyser les données sur le type de personne affectée à VIH et les changements intervenus dans le type de populations ces dernières décennies —« Connaître son épidémie et connaître sa riposte ».
- Définir les stratégies qui permettront d'accélérer les progrès, lorsque ces derniers sont trop lents.

Ce processus national a pour objectif principal de mobiliser l'action au niveau national et de renouveler les stratégies nationales pour renforcer les ripostes au sida dans les pays

## RENDRE COMPTE DE LA SITUATION EN MATIÈRE D'ACCÈS UNIVERSEL DANS LES RÉGIONS

L'ONUSIDA appuie également des consultations régionales sur l'accès universel, en se concentrant sur les instances politiques régionales, les mécanismes sociaux et économiques, afin de stimuler l'engagement politique à lutter contre le VIH.

Il faut espérer que ces consultations favoriseront un engagement politique régional à intensifier les mesures pour réaliser l'accès universel et à définir les moyens d'y parvenir. Cela a été le cas dans certaines



régions, par exemple, dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) où des consultations se sont tenues en juin 2010. Le *Dialogue politique pour la réalisation de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien en matière de VIH* a débouché sur une déclaration de consensus régional axé sur les groupes à plus haut risque de la région, à savoir « *les consommateurs de drogues injectables, les professionnel(le)s du sexe et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, ainsi que les migrants et les populations mobiles pour lesquels un engagement plus approfondi et une action stratégique sont nécessaires* ». <sup>1</sup>

Des consultations sont organisées dans toutes les régions du monde :

- **Moyen-Orient et Afrique du Nord** - Doubaï, 28-29 juin 2010 – Tenue
- **Amérique latine** – Mexico, Mexique, 1er - 2 mars 2011  
(Organisations de la société civile - Réunion préliminaire avec les OSC le 28 février)
- **Europe et Asie centrale** – Kiev, Ukraine, 16-17 mars 2011  
(Réunion préliminaire avec les OSC le 16 mars au matin uniquement)
- **Caraïbes** – Port-of-Spain, Trinidad et Tobago, 23-24 mars 2011  
(Réunion préliminaire avec les OSC le 22 mars)
- **Asie-Pacifique** – Bangkok, Thaïlande, 30-31 mars 2011 (Réunion préliminaire avec les OSC le 29 mars)
- **Afrique (en collaboration avec l'Union africaine)** – Windhoek, Namibie, la date exacte de la réunion qui se tiendra en avril sera à déterminer en concertation avec l'UA

En Afrique, deux consultations sous-régionales spéciales sont organisées pour orienter l'analyse en vue des consultations pour l'Afrique :

- **Afrique de l'Ouest et Afrique centrale** – Dakar, Sénégal, 1er - 4 mars<sup>2</sup> 2011  
(Réunion préliminaire des OSC le 28 février 2011)
- **Afrique de l'Est et Afrique australe** – Johannesburg, Afrique du Sud, 10-11 mars 2011  
(organisations de la société civile uniquement)

Les consultations régionales susmentionnées ne représentent qu'une petite partie des travaux entrepris par les régions pour connaître leur épidémie et les mesures à prendre pour remplir leurs engagements vers la réalisation de l'accès universel. Étant donné la complexité des problèmes, les régions ont mis au point des feuilles de route séparées prévoyant différentes réunions préparatoires et de suivi, avec pour objectif de mobiliser plus avant les parties prenantes et de tenir des discussions thématiques sur des questions clés. Par exemple :

- En Afrique de l'Est et en Afrique australe, des réunions clés ont déjà été tenues avec les présidents des Commissions nationales de lutte contre le sida (CNLS) et les Ministres de la santé des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).
- Dans la région des Caraïbes, un dialogue régional sera organisé par la Commission mondiale sur le VIH et le droit, et une réunion se tiendra avec les ambassadeurs auprès des Nations Unies en mai.
- Dans la région Asie-Pacifique, un suivi sera entrepris à l'occasion du Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur le sida, programmé provisoirement en octobre/novembre 2011 en Indonésie, et à l'occasion de la Réunion intergouvernementale de haut niveau chargée d'examiner les progrès réalisés vers l'accès universel et les OMD, organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) en novembre 2011 (comme prévu par la résolution 66/10 de la CESAP).

Ces réunions sont motivées par la volonté de faire accélérer clairement le rythme de la riposte, et de fonder cette dernière sur un ordre de priorités plus rigoureux et sur des données factuelles.

<sup>1</sup> Regional Consensus Statement, Dubai, 28–29 June 2010.

<sup>2</sup> West and Central Africa will hold a consultation on country ownership on 1–2 March followed by a consultation on universal access on 3–4 March.

Enfin, l'ONUSIDA appuiera aussi un Sommet des jeunes à Bamako au Mali, du 15 au 17 avril 2011. Le Sommet des jeunes offrira de nouveaux moyens, opportunités et espaces à des jeunes leaders émergents, y compris ceux vivant avec le VIH, d'impulser et d'appuyer les efforts vers la réalisation de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien en matière de VIH, ainsi qu'à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

### *Qui participera aux consultations régionales ?*

L'examen dans les pays et les consultations régionales concernent les parties prenantes et les groupes cibles représentant un éventail d'intérêts. Les participants aux consultations régionales seront sélectionnés dans différents secteurs et au sein de différents groupes cibles.

Ci-dessous, figurent quelques exemples des participants possibles :

#### *Secteur gouvernemental*

Dans le contexte actuel, l'adoption d'une approche multisectorielle est de plus en plus nécessaire. Des représentants de différents ministères, départements et subdivisions, ainsi que des membres parlementaires participeront aux consultations. Cela est particulièrement important pour créer les synergies nécessaires à l'efficacité de la riposte en dehors du secteur de la santé – par exemple, pour financer une réponse durable ou définir comment faire face à la discrimination et la stigmatisation qui entravent l'efficacité des ripostes.

Les réunions regrouperont les Commissions nationales de lutte contre le sida (CNLS), les responsables des Ministères de la Santé, de la Justice, de l'Intérieur, et des Finances, des membres de l'ordre judiciaire, de la police et des membres parlementaires.

#### *Société civile*

Aujourd'hui plus que jamais, il est important d'entrer en contact avec les réseaux de la société civile ayant un mandat régional et avec les réseaux représentant les populations et les groupes cibles clés.

Les réunions regrouperont les personnes vivant avec le VIH, les organisations non gouvernementales, les organisations confessionnelles, les syndicats, les représentants des populations clés (hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, femmes, professionnel(le)s du sexe, consommateurs de drogues injectables, jeunes), organisations de droits de l'homme, réseaux régionaux clés, conseils d'entreprise (secteur privé), monde universitaire et institutions de recherche. Cela englobe également les personnes travaillant à des questions transversales, comme la santé maternelle et infantile, la tuberculose et la coinfection à VIH, les droits de l'homme, et les personnes dont l'action est liée à l'agenda pour les OMD en général.

#### *Partenaires internationaux et système des Nations Unies*

Les partenariats sont un aspect essentiel de l'appui aux pays les moins développés à élaboration et l'application pleine et entière d'une stratégie nationale de lutte contre le sida solide. Il est important de faire participer aux consultations des représentants d'entités travaillant dans le domaine du VIH, du développement et de la justice sociale.

Les réunions regrouperont le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FMSTP), le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR), et autres partenaires bilatéraux ; instances politiques régionales comme l'Union africaine, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), différentes fondations (Fondation Clinton, Fondation Bill & Melinda Gates, etc) et les membres ou les présidents des commissions et comités pertinents comme la Commission mondiale sur le VIH et le droit, la Commission des droits des personnes vivant avec le VIH, le Comité de la Commission africaine sur les droits de l'homme et des peuples, et la Commission de haut niveau de l'ONUSIDA sur la prévention du VIH. Les instances politiques régionales seront différentes selon les régions.



## RENDRE COMPTE DE LA SITUATION EN MATIÈRE D'ACCÈS UNIVERSEL AU NIVEAU MONDIAL - RÔLE DE LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LE SIDA À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES À NEW YORK, 8-10 JUIN 2011

La Réunion de haut niveau est une occasion importante pour les pays de réaffirmer leur engagement à la riposte au VIH en tant que question de sécurité internationale, et de définir la voie à suivre pour parvenir à l'accès universel. C'est aussi une occasion précieuse de renforcer la gouvernance mondiale, l'engagement politique et la responsabilisation mutuelle à l'obtention de résultats, en mettant mieux en évidence un tel engagement.

C'est le Président de l'Assemblée générale qui est « aux commandes » de la Réunion de haut niveau, et à ce titre, il a nommé les représentants permanents de l'Australie et du Botswana auprès des Nations Unies à New York pour faciliter les travaux préparatoires en son nom, y compris en ce qui concerne les négociations relatives à la Déclaration finale. Le Secrétariat de l'ONUSIDA a été invité à fournir un appui technique substantiel au processus, notamment pour coordonner les travaux avec ses Coparrainants, le système des Nations Unies en général et la société civile.

Dans le contexte actuel, une Déclaration finale efficace pourrait être la suivante :

- Associer la communauté internationale à la réalisation de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien en matière de VIH d'ici à 2015;
- Reconnaître et exploiter les progrès et réalisations importantes obtenus en vertu des Déclarations précédentes, tout en analysant d'un oeil critique les insuffisances et les obstacles persistants, et établir une feuille de route axée sur les résultats dans l'objectif de progresser considérablement pour mettre un terme aux nouvelles infections, à la stigmatisation et à la discrimination associées au VIH, et aux décès liés au sida ;
- Mettre l'accent sur la responsabilité commune, en appuyant l'appropriation nationale, et en soulignant le rôle fondamental du pouvoir politique émergent dans les nouvelles phases de développement, et en renforçant le leadership de la société civile ainsi que le suivi des progrès, sur la base de la méthode « Connaître son épidémie/connaître sa riposte » ;
- Encourager les États membres, la société civile et le secteur privé à identifier et à mettre en oeuvre des solutions novatrices pour rompre la trajectoire du coût de la riposte, notamment en réduisant de façon importante le nombre de personnes nouvellement infectées, en simplifiant radicalement les services de traitement et le transfert des technologies liées à la prévention, au traitement et à la santé ;
- Consolider et optimiser la relation existant entre le VIH et les autres mesures relatives à la santé et au développement, pour appuyer l'agenda « sida plus OMD » ;
- Reconnaître et cerner les possibilités d'éliminer la transmission verticale du VIH, et mesurer l'importance de l'impact de ce processus sur la santé maternelle et infantile ;
- Promouvoir une riposte au VIH conduisant à un mécanisme de gouvernance plus participatif, aux niveaux national et international, en faisant participer largement les personnes vivant avec le VIH et les populations affectées, en particulier les femmes et les jeunes, afin de démocratiser la recherche de solutions, d'ouvrir la voie aux connaissances locales et de renforcer les systèmes et les actions communautaires durables pour doter les populations des moyens de trouver leurs propres solutions ;
- Rallier l'engagement de la communauté internationale au concept de « *Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida* » .



## LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LE SIDA ET AU-DELÀ



Les négociations relatives à la Déclaration finale incomberont au bout du compte aux Etats membres ; il est donc indispensable que les contributions au niveau national servent de point de départ à l'articulation des résultats de la Réunion de haut niveau autour des priorités nationales.

Aux fins de la Réunion de haut niveau, le Secrétaire général de l'ONU publiera un rapport sur les progrès accomplis à la lumière des engagements prévus par les deux Déclarations précédentes (2001 et 2006). Les résultats des examens dans les pays et des consultations régionales en matière d'accès universel seront intégrés au rapport du Secrétaire général.

En outre, un rapport spécial sur l'accès universel sera également préparé, qui intégrera les conclusions et les analyses menées aux niveaux national et régional.

### *Préparation de la Réunion de haut niveau*

L'échéance des buts et cibles approuvés par les Etats membres en 2001 et 2006 a expiré à la fin 2010. C'est pourquoi, la Réunion de haut niveau du mois de juin revêt une importance majeure, dans la mesure où le rapport du Secrétaire général éclairera l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle stratégie ambitieuse qui définira les orientations à prendre pour surmonter les obstacles persistants et mettre en place une riposte durable. Cela signifie que les pays négocieront une nouvelle déclaration en avril et mai par l'intermédiaire de leur mission auprès des Nations Unies à New York.

Le Président de l'Assemblée générale organisera le 8 avril 2011 des débats interactifs informels avec la société civile et le secteur privé, afin de solliciter leur contribution aux travaux préparatoires de la Réunion de haut niveau. Une Equipe spéciale de la société civile, qui sera établie par le Président de l'Assemblée générale en janvier 2011, conduira les travaux préparatoires aux débats, en consultation et coordination avec l'ONUSIDA.

Le Président de l'Assemblée générale dressera une liste des ONG non accréditées par l'ECOSOC ayant demandé à participer à la Réunion de haut niveau, et soumettra cette liste aux Etats membres - au plus tard le 31 mars 2011 - laquelle sera examinée selon la procédure d'approbation tacite.

## COMMENT PEUT-ON PARTICIPER À CE PROCESSUS ?

### *Consultations régionales*

Des contacts sont pris avec les réseaux représentant les principaux acteurs de la société civile concernés par la question, notamment les réseaux de personnes vivant avec le VIH, les réseaux représentant les populations et les groupes cibles clés. Les responsables gouvernementaux, les partenaires internationaux de développement, le secteur privé et les syndicats, et autres entités, sont également invités à participer aux consultations. Un appui technique et organisationnel sera fourni par les Equipes d'appui aux régions de l'ONUSIDA. Pour obtenir d'autres informations, veuillez prendre contact avec l'Equipe d'appui de l'ONUSIDA dans votre région (voir les coordonnées à la fin du document).

### *Réunion de haut niveau*

Les Etats membres sont invités à participer à la Réunion au plus haut niveau (Chefs d'État ou de gouvernement). Il est également recommandé d'intégrer dans la délégation nationale participant à la Réunion de haut niveau des membres parlementaires et représentants de la société civile, y compris les jeunes, et le secteur privé.

En outre, d'autres entités sont invitées à participer à la Réunion : institutions des Nations Unies, notamment les commissions régionales, les organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (c'est-à-dire, Union africaine, Communauté des Caraïbes (CARICOM),



ASEAN, Communauté d'États indépendants (CEI), Conseil de coopération du Golfe, Ligue des États arabes, Francophonie), ONG accréditées par l'ECOSOC ou membres du CCP de l'ONUSIDA, ainsi que les organisations invitées de la société civile/du secteur privé non accréditées par l'ECOSOC.

### *De quelle façon puis-je faire entendre ma voix si je n'ai pas été invité à participer à la consultation régionale ou à la Réunion de haut niveau ?*

Les questions relatives à l'accès universel sont vastes et diversifiées ; aucune réunion à quelque endroit que ce soit ne peut aborder toutes les questions nécessaires à l'inventaire des meilleurs moyens d'améliorer les stratégies nationales de lutte contre le sida, en vue d'optimiser leur impact.

Les consultations régionales et la Réunion de haut niveau regrouperont des personnes issues de groupes et réseaux très différents. En cette période de rigueur économique, l'ONUSIDA investit des ressources sur un budget restreint pour maintenir le dialogue entre les parties prenantes et les groupes cibles sur les questions clés. Les entités qui ne pourront pas participer aux consultations sont invitées à entrer en contact avec les réseaux régionaux participant et à contribuer à la Réunion de haut niveau par l'intermédiaire des débats en ligne (voir ci-dessous).

#### *Proximité – Chaque voix compte*

Pour tenir compte d'un large éventail d'opinions, l'ONUSIDA animera un forum de discussion en ligne pendant une certaine période sur le site <http://AIDSspace.org>, et encouragera de nouvelles discussions via ses réseaux sociaux (Facebook et Twitter). Cette activité a pour objectif de permettre à des personnes du monde entier d'exprimer leur point de vue sur la façon dont l'accès universel change leur vie. Cela permettra au plus grand nombre de se faire entendre auprès d'un large éventail de parties prenantes. Il sera tenu compte de ces points de vue dans le Rapport et à la Réunion de haut niveau.

### **QUELS SERONT LES RÉSULTATS DES EFFORTS DE RESPONSABILISATION ET DE MOBILISATION AUX NIVEAUX NATIONAL, RÉGIONAL ET MONDIAL ?**

Les accords, les engagements et le dialogue ayant cours dans les pays, les régions et au niveau mondial ont pour objectif d'améliorer la vie des personnes vivant avec et affectées par le VIH, l'examen rigoureux des insuffisances visant aux mesures à prendre pour combler ces dernières. La planification et la mise en oeuvre de programmes plus efficaces et l'intensification de la lutte contre le VIH font partie intégrante du processus d'examen aux niveaux national et régional, ainsi que de la future Déclaration finale de la Réunion de haut niveau de 2011.

Au niveau national, l'objectif principal concernant l'accès universel est de renouveler l'engagement des parties prenantes et d'améliorer les stratégies nationales afin de faire progresser la réalisation de l'accès universel et des OMD. Les rapports par pays seront soumis aux parties prenantes en vue de leur future responsabilisation et mobilisation.

Au niveau régional, les rapports seront élaborés à partir de l'inventaire dressé par les pays et mettront en relief les tendances et les questions régionales.



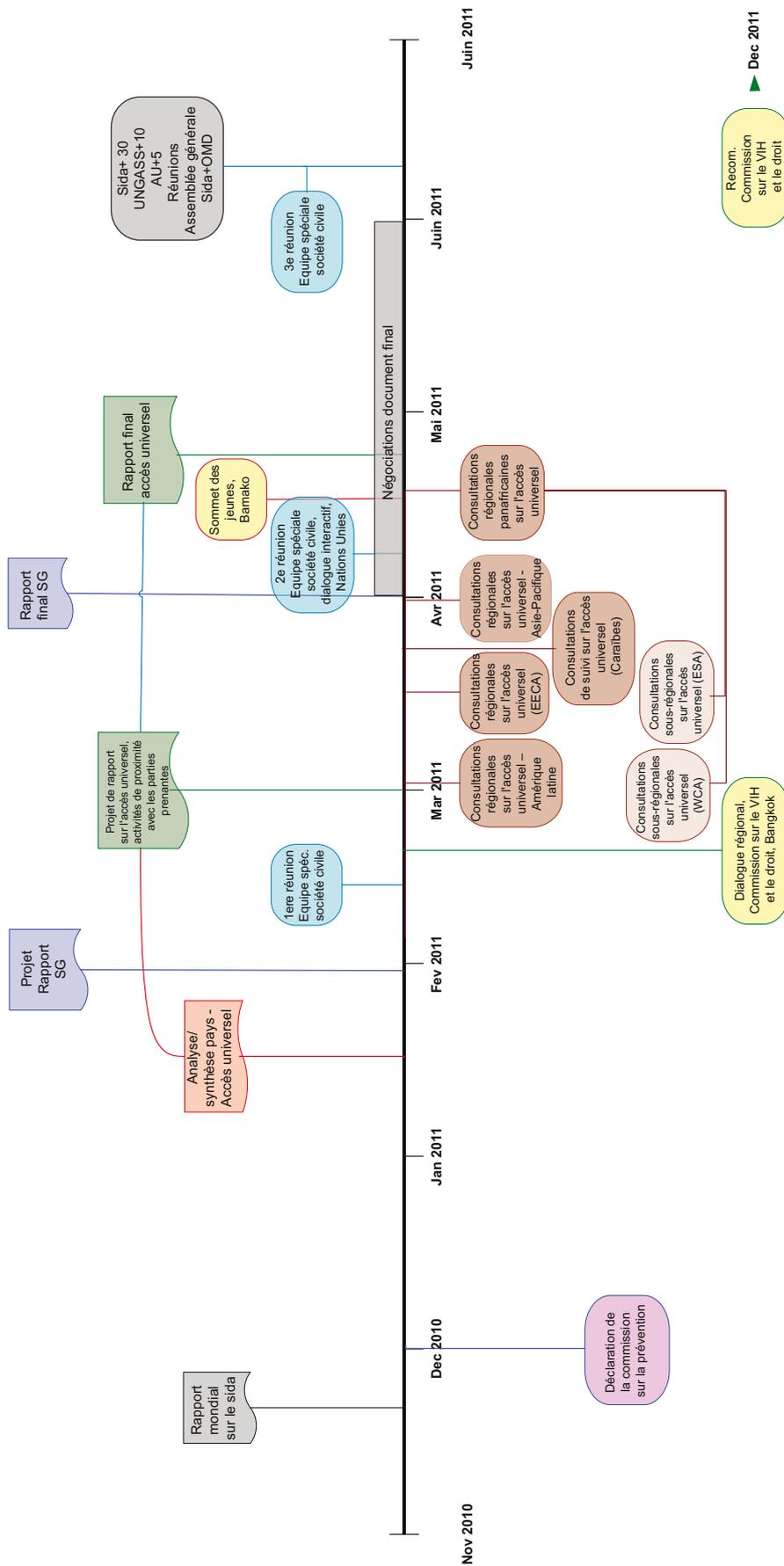
Les rapports nationaux et régionaux serviront à élaborer le Rapport sur l'accès universel et le Rapport du Secrétaire général. Ce dernier rapport orientera le dialogue de la Réunion de haut niveau et présentera brièvement le contexte, la synthèse des dernières données, fixera l'ordre du jour et formulera des recommandations sur l'évolution de la riposte au sida. Le Rapport fera office de document de référence officiel et éclairera le choix des thèmes dont il sera débattu lors des cinq tables rondes sur la Déclaration finale. Le Rapport sera disponible sous une version préliminaire non éditée (anglais seulement) au début du mois d'avril et dans toutes les langues des Nations Unies d'ici au 29 avril.

Le Rapport sur la concertation avec la société civile, organisée par le Président de l'Assemblée générale, fera également office de référence principale lors des négociations qui auront lieu à la Réunion de haut niveau.

Le Rapport sur l'accès universel présentera les progrès accomplis à ce jour, les obstacles auxquels font face les pays et les régions, et servira à appuyer le renouvellement de l'engagement général vers la réalisation de l'accès universel. Le Rapport fera office d'outil de mobilisation et d'informations, et mettra en lumière les progrès réalisés aux niveaux mondial et régional, ainsi que les obstacles persistants. Il mettra en avant les recommandations relatives à la réalisation de l'accès universel et des OMD d'ici à 2015. Le Rapport sera élaboré à partir de la synthèse et de l'analyse des examens dans les pays et des consultations régionales, et sera appuyé par des données issues de différentes sources récemment exploitées.

Le processus d'élaboration du Rapport sur l'accès universel passera par la collaboration avec un Groupe consultatif international composé d'un large éventail de membres et ouvert à tous. Le Groupe offrira des orientations à l'ONUSIDA et les recommandations sur la voie à suivre.

# FEUILLE DE ROUTE 2011 POUR L'ACCES UNIVERSEL



## Calendrier sur les progrès

- Réunion de haut niveau sur l'accès universel en Afrique de l'Est et en Afrique australe (Londres, 9 mars 2010)
- Réunion d'experts sur les ports, la migration et la vulnérabilité au VIH (Djibouti, 26 - 27 septembre 2010)
- Consultations régionales (MENA) (Dubai, 28 et 29 juin 2010)
- Consultations régionales (Caraïbes) lors de la réunion générale annuelle de la PANCAP (31 oct - 2 nov 2010)



## **POUR OBTENIR D'AUTRES INFORMATIONS**

*veuillez prendre contact avec :*

**Bureau de l'ONUSIDA dans votre pays**

**Equipes d'appui aux régions de l'ONUSIDA :**

Afrique de l'Est et Afrique australe (ESA): Sonia Romao, romaos@unaids.org

Afrique de l'Ouest et Afrique centrale (WCA): Kate Nightingale, nightingalek@unaids.org

Consultations africaines :

Afrique de l'Ouest et Afrique centrale : Kate Nightingale, nightingalek@unaids.org

Afrique de l'Est et Afrique australe : Pride Chigwedere, chigwederep@unaids.org

Moyen-Orient et Afrique du Nord : Nicole Massoud, massoudn@unaids.org

Asie - Pacifique : Kah Sin Cho, choks@unaids.org

Caraïbes : Michel de Groulard, degroulardm@unaids.org

Europe de l'Est et Asie centrale : Michelle Williams-Sherlock, sherlockm@unaids.org

Amérique latine : AccesoUniversallA@unaids.org

Sommet des jeunes : Jyothi Raja N.K., rajaj@unaids.org

**Secrétariat de l'ONUSIDA à Genève :** Richard Burzynski, burzynskir@unaids.org

**Bureau de l'ONUSIDA à New York pour la Réunion de haut niveau :** Bertil Lindblad, lindblad@unaids.org

**Questions liées à la société civile et Equipe spéciale de la société civile :** Kate Thomson, csp@unaids.org

Le document d'information et les instructions relatifs à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida et la concertation avec la société civile, ainsi que des informations sur les procédures d'enregistrement à la Réunion figurent sur le site Web de l'ONUSIDA à :

<http://www.unaids.org/en/media/unaids/contentassets/documents/2011/HLM>



**ONUSIDA**  
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR  
UNICEF  
PAM  
PNUD  
UNFFA  
UNODC  
OIT  
UNESCO  
OMS  
BANQUE MONDIALE

20 Avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27  
Switzerland

+41 22 791 3666  
distribution@unaids.org

[unaids.org](http://unaids.org)